comme des personnes. Une réforme des ZEP apparaît ici comme le point fondamental, en association avec un fonctionnement plus autonome des établissements scolaires. Ce n'est pas le montant global des moyens accordés qui joue, mais leur allocation, qui doit devenir un véritable

levier politique. Il s'agit, si l'on veut résumer, de promouvoir une politique de la qualité au détriment de la quantité, en osant une culture de la différence qui, sans cela, s'imposera à sa façon informelle et fatale.

Richard Robert

Christophe Soulard

Syndicats

Treize entretiens pour comprendre

Editions Gnos, 2006. 351 pages, 19,90 euros

Livre d'interviews, réalisés de fin 2004 à mai 2006, cet ouvrage rédigé par un journaliste donne à lire les « points de vue de l'intérieur » de douze organisations syndicales et patronales, incluant notamment la CGPME, la FNSEA et la Confédération paysanne. Pour chacune, le secrétaire général ou porte-parole fait le point sur son analyse de la situation sociale et syndicale. Un éclairage rapide pour mieux comprendre les logiques à l'oeuvre aujourd'hui.

A retenir, le chapitre d'ouverture,

où Guy Groux, directeur de recherche au Cevipof (Sciences Po) analyse le paysage syndical français – émietté et faible en nombre d'adhérents, fortement implanté dans la fonction publique et beaucoup moins dans le privé, et ses spécificités – notamment son rapport au politique, la préférence de beaucoup pour la loi contre le contractuel.

En quelque sorte un atlas « idéologique » des syndicats français.

François Fayol

Laurent Baumel

Fragments d'un discours réformiste

Contribution au renouveau doctrinal de la gauche française

Editions de l'Aube, 2006. 160 pages, 16 euros

Avec ce livre, Laurent Baumel défend « une certaine idée de ce que peut être le “moment réformiste” de la gauche française ». Il défend ainsi un réformisme assumé, un réformisme actualisé, résolument social-démocrate, en un mot un réformisme

radical « qui veut lier l'adaptation de l'État social à de nouveaux progrès ».

Définissant le réformisme comme « un compromis et une volonté de transformer le capitalisme, au nom de la justice sociale, mais sans l'abo-